

dans le chapitre six de son livre, en homme de peu de foi, dirait-on maintenant. Et, pourtant, c'est justement au sujet de cette estimation sois-disant sceptique de notre construction que Lénine écrivait :

« Il faut signaler particulièrement le début du chapitre six où l'auteur fait un exposé magnifique du sens de la nouvelle politique économique (c'est-à-dire de notre « construction socialiste » L. T.) et réfute ensuite superbement le « léger » scepticisme banal envers l'électrification... »

L'enfant malencontreux de la pensée autochtone centriste n'a pas de chance. Toute tentative de présenter un argument de plus en sa faveur se retourne invariablement contre lui. Chaque élan nouveau ne fait qu'ébranler le bâtiment construit avec des matériaux pourris.

Un trait caractéristique de l'aile droite est, comme en témoignent les articles et les résolutions préparées d'après le même « patron », l'aspiration à la vie tranquille et la crainte des commotions. Cela a été signalé à juste titre ou, plus exactement, copié dans la documentation de l'Opposition. Mais c'est précisément là-dessus que repose la haine (pénétrant jusqu'aux entrailles) éprouvée envers l'idée de la révolution permanente. Il ne s'agit évidemment pas ici des anciennes divergences de vue qui ne peuvent plus intéresser à présent que les historiens et les spécialistes, mais bien des perspectives à envisager pour demain. Il n'y a que deux orientations possibles : l'une vers la révolution internationale, l'autre vers la réconciliation avec la bourgeoisie de l'intérieur. L'aile droite s'est consolidée en travaillant à dénigrer « la révolution permanente ». Sous le couvert de la théorie du socialisme national, elle marche vers la réconciliation avec la bourgeoisie indigène pour se prémunir contre tout ébranlement.

La campagne contre la droite étant menée sous le signe de la théorie du socialisme dans un seul pays, nous avons affaire à une lutte se déroulant dans les limites du révisionnisme lui-même. Il ne faut pas oublier cela un seul instant.

#### D. Questions pratiques d'actualité

Si l'on passe aux questions politiques d'actualité, le bilan des centristes se clôture d'une façon à peu près aussi désavantageuse.

a) Les droitiers s'opposent au rythme « actuel » donné à l'industrialisation. Mais qu'est-ce que le rythme « actuel » ? C'est une somme arithmétique du suivisme, de la pression du marché, et des coups de fouet de l'Opposition. Il accumule les contradictions, au lieu de les diminuer. Il ne contient aucune idée poussée jusqu'au bout. Il ne fournit aucune garantie pour l'avenir. Demain, le rythme actuel pourra être autre. Les cris hystériques poussés à propos de la « super-industrialisation » signifient que les portes sont ouvertes pour battre en retraite.

b) Les droitiers « nient qu'il soit conforme au but poursuivi d'accorder des crédits aux exploitations collectives et aux domaines soviétiques ». Et les centristes ? Quels sont leurs plans ? l'envergure de leur activité ? Pour se mettre à l'œuvre

en révolutionnaires, il faut commencer par les ouvriers agricoles et les paysans pauvres. Il faut des mesures audacieuses et résolues (salaires, esprit d'organisation, culture) pour que les ouvriers agricoles sentent qu'ils font partie de la classe dirigeant le pays. Il faut une ligue des paysans pauvres. Ce n'est qu'en disposant de ces deux leviers, et si l'industrie a réellement un rôle directeur, qu'on peut parler sérieusement d'exploitations collectives et de domaines soviétiques.

c) Les droitiers « sont partisans de la réduction du monopole du commerce extérieur ». C'est là une accusation un peu plus concrète (hier encore le fait de signaler l'existence de pareilles tendances dans le Parti, était qualifié de calomnie). Mais ici, également, il n'est pas spécifié qui propose de réduire et dans quelles limites : est-ce dans celles que Sokolnikov et Staline fixaient, en 1922, en tentant d'effectuer cette « réduction », ou ces limites sont-elles encore plus vastes ?

d) Enfin les droitiers nient « que la lutte contre le bureaucratisme, basée sur l'autocritique, soit conforme à l'objectif fixé ». Il est inutile de parler sérieusement de cette divergence de vue. Il existe une décision précise de la fraction stalinienne disant qu'afin de conserver « une direction ferme », l'autocritique n'ose pas toucher au Comité Central, mais doit se limiter aux exécutants. Staline et Molotov ont expliqué cette décision sous une forme à peine dissimulée, dans des discours et des articles. Il est évident qu'elle réduit l'autocritique dans le Parti à zéro. Nous sommes, au fond, en présence d'un principe monarchiste-bonapartiste souffletant toutes les traditions du Parti. Il est naturel que « les exécutants » veuillent aussi se garantir en utilisant une parcelle de l'inviolabilité suprême. Il y a donc là divergence au point de vue hiérarchie et non pas principe.

L'extension donnée actuellement à « l'autocritique » poursuit, entre autres, des buts fractionnels provisoires. Nous avons simplement ici le renouvellement, mais à une échelle plus grande de « l'autocritique » que la fraction stalinienne organisa à Leningrad, après le XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti, lorsque les staliniens accusaient « implacablement » les zinoviévistes de pratiquer une oppression bureaucratique. Il est superflu d'expliquer quel régime les staliniens eux-mêmes établirent à Leningrad après leur triomphe.

#### E. Question des salaires

Mais la façon dont le centre caractérise l'aile droite est surtout remarquable par ce qu'elle passe sous silence. Nous entendons parler d'une sous-estimation des investissements au capital de la collectivisation, et de « l'autocritique ». Mais pas un mot n'est prononcé au sujet de la situation matérielle, culturelle, dans la vie quotidienne et dans la politique, du prolétariat. Il se trouve que dans ce domaine il n'y a pas de divergences entre le centre et la droite. Pourtant, on ne peut obtenir une appréciation juste des divergences existant entre les fractions qu'en envisageant celles-ci au point de vue des intérêts et des besoins du prolétariat en tant que classe, et de

chaque ouvrier en particulier. (Voir le chapitre II de la plate-forme des bolcheviks-léninistes. « La situation de la classe ouvrière et les syndicats ».)

Les articles et les résolutions dirigés contre la droite parlent bruyamment, mais sans précision, des investissements au capital de l'industrie, mais ils ne contiennent pas une seule parole sur les salaires. Pourtant, cette question doit devenir l'étalon principal servant à mesurer les succès de l'évolution socialiste ; ce sera, par conséquent aussi le critère à appliquer aux divergences. Un relèvement socialiste cesse d'être tel s'il n'améliore pas sans arrêt, nettement et sensiblement, la situation matérielle, dans la vie quotidienne, de la classe ouvrière. Le prolétariat est la force productive fondamentale de la construction du socialisme. De tous les investissements, ce sont ceux versés au prolétariat qui ont l'importance « la plus capitale ». Considérer l'augmentation des salaires comme étant une prime à l'accroissement de l'intensité du travail, c'est se laisser guider par les méthodes et les critères de la période de l'accumulation primitive du capital. Même les capitalistes progressifs de l'époque de prospérité capitaliste et leurs théoriciens (l'école de Brentano, par exemple) préconisèrent l'amélioration de la situation matérielle des ouvriers en tant que prémice de l'augmentation de la productivité du travail. L'Etat ouvrier doit généraliser et socialiser tout au moins ce point de vue du capitalisme progressiste, dans la mesure où la pauvreté du pays et la limitation nationale de notre Révolution ne permettent pas et ne permettront pas avant longtemps de se laisser guider par un critère véritablement socialiste. Celui-ci proclame que le Dimanche est fait pour l'homme, que la production a pour tâche de satisfaire les besoins. Nous n'arriverons à de pareilles relations mutuelles vraiment socialistes entre la production et la consommation, qu'après une série de longues années, à condition que la révolution triomphe dans les pays capitalistes avancés et que notre pays soit introduit dans un système économique commun. Mais puisque nous avons socialisé les moyens capitalistes de production, nous devons, tout au moins, socialiser aussi, du point de vue salaires, les tendances du capitalisme progressiste et non pas celles des capitalismes primitifs et déclinants. Or, pour cela, nous devons pulvériser et jeter au vent les tendances qui imprègnent la dernière résolution commune à la C. G. T. russe et au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale concernant les salaires pour 1929. C'est un arrêté du Bureau politique stalinien. Il proclame qu'à quelques exceptions près se chiffrant à 35 millions de roubles, il ne doit pas y avoir en 1929 d'augmentation mécanique (mot remarquable !) de salaires. D'innombrables articles de journaux expliquent que la tâche qui incombe en 1929 est de lutter pour le maintien du niveau actuel réel des salaires. Et pourtant en même temps, on fait marcher les crécelles qui annoncent la croissance tumultueuse du socialisme. En même temps les marchandises s'en vont dans les campagnes. Le chômage grandit.

Les crédits destinés à la protection du travail sont insignifiants. L'alcoolisme s'étend. Et comme perspective, nous avons pour l'année prochaine la lutte pour le maintien de la rémunération actuelle du travail. Cela signifie que le relèvement économique du pays s'accomplit au détriment de la part du prolétariat dans le revenu national, comparativement aux autres classes. Aucune statistique ne pourra réfuter ce fait qui est pour parties égales le résultat de la politique des droitiers et du centre.

Dans la période de reconstruction, l'activité suit les voies anciennes frayées par le capitalisme. Cette période a à peine apporté aux cadres principaux du prolétariat le rétablissement des salaires d'avant-guerre. Dans le travail de reconstruction nous avons utilisé l'expérience acquise par le capitalisme russe que nous avons renversé. Au fond, c'est seulement maintenant que commence l'époque de l'évolution socialiste vivant par ses propres forces. Les premiers pas faits dans cette voie démontrent déjà bien clairement que, pour y réussir, il faut, à une échelle absolument nouvelle, de l'initiative, de l'ingéniosité, de la perspicacité, de la volonté créatrice, et tout cela non seulement de la part des sphères supérieures dirigeantes, mais aussi du côté des cadres principaux du prolétariat et des masses travailleuses en général. L'affaire du Donetz clame non seulement l'incapacité et l'esprit bureaucratique de la direction, mais aussi le faible niveau culturel et technique des ouvriers de Chakhty, ainsi que leur manque d'intérêt socialiste. Quelqu'un a-t-il jamais calculé ce qu'avait coûté la « construction socialiste » de Chakhty ? Ni les droitiers, ni les centristes ne l'ont fait pour ne pas s'y brûler les doigts. Pourtant, on peut dire hardiment que si la moitié, même le tiers des millions galvaudés criminellement avaient été en temps voulu, employés à relever le niveau matériel et culturel des ouvriers de Chakhty, à les intéresser de plus en plus à l'œuvre au point de vue socialiste, la production serait maintenant autrement plus élevée. Mais le procès de Chakhty ne constitue nullement une exception. Ce n'est que l'expression la plus flagrante de dispositions qui reflètent l'irresponsabilité bureaucratique du sommet, le retard de développement et la passivité au point de vue matériel et culturel de la base.

Si nous parlons sérieusement d'une construction socialiste conduite par ses propres forces, en prenant comme point de départ la misérable base économique dont nous avons hérité, il faut tout d'abord nous pénétrer pleinement et entièrement de l'idée que, de tous les investissements économiques, le plus indiscutable, le plus conforme au but, celui ayant le rendement le plus élevé, est celui que nous faisons au prolétariat en augmentant systématiquement et en temps voulu, les salaires réels.

On ne songe pas même à le comprendre. La conception myope du petit patron petit bourgeois constitue le critère fondamental. Cinglés par le fouet de l'Opposition, les « maîtres » du centre ont à moitié compris, dix ans après Octobre, qu'en ne faisant pas en temps voulu des inves-